

<http://ugtg.org/spip.php?article1410>



Interview d'Élie Domota suite au discours de Nicolas Sarkozy

- Dossier spécial LKP - Interviews -



Date de mise en lignemercredi 12 janvier 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

3 Questions à Élie Domota : « Un discours de propagande politique »

France-Antilles Guadeloupe - 11.01.2011

Que pense le LKP de la visite du président Sarkozy ?

Nicolas Sarkozy a prononcé un discours de propagande politique. Sa visite, accompagné de Jean-françois Copé, patron de l'UMP, visait principalement cinq objectifs : tenter une nouvelle fois d'imposer politiquement Marie-Luce Penchard, tenter de reconforter une classe politique locale discréditée tout en mettant en exergue leur bêtise et leur irresponsabilité dans la gestion quotidienne du pays.

Nicolas Sarkozy a même renforcé le pouvoir des préfets face à l'incurie des élus locaux. En ce qui concerne la mascarade du Congrès, il a rappelé à Gillot et Lurel qu'il leur fallait respecter la Constitution : s'il y a évolution spécifique, comme en Martinique et en Guyane, il faut une consultation populaire. Il a également tenté de procurer une nouvelle virginité à la droite guadeloupéenne décimée et espéré un apport de voix pour l'élection présidentielle de 2012.

Nicolas Sarkozy a fustigé le LKP, que répondez vous ?

C'est quand même curieux que le président du G8 et du G20 puisse s'intéresser de la sorte à une « minorité » . Qui représente la majorité du peuple de Guadeloupe (100 000 personnes dans les rues). Nicolas Sarkozy est incapable de régler les problèmes de la France, et croit qu'il va régler les nôtres. La politique menée en Guadeloupe par l'État français est la principale source de tous nos maux. Le développement économique institué ici entretient le chômage, l'individualisme, les déviances sociales, la magouille, la corruption et garantit aux rentiers économiques et politiques, la pérennité de leur pwofitasyon.

L'illettrisme, l'échec scolaire et le racisme à l'embauche qui tuent notre jeunesse sont inhérents à ce système. Le droit pour tout Guadeloupéen de travailler dans son pays est pourtant un droit inaliénable, tout comme le droit pour le peuple guadeloupéen de disposer de lui-même.

Le président a parlé de sérénité et de retour au calme. Vous sentez-vous menacés ?

Face à la lutte et à la mobilisation constante des travailleurs, ce sont encore et toujours les mêmes réponses : plusieurs centaines de gendarmes pour faire régner l'ordre, pour réprimer tous ceux qui osent dire NON à la pwofitasyon. L'État français réaffirme ainsi, d'une part qu'il ne négocie que dans le cadre du rapport de forces, et d'autre part confirme son soutien indéfectible au système de pwofitasyon que ses politiques successives ont engendré.

Le LKP se place résolument dans la perspective d'un nouveau mouvement, beaucoup plus ample qu'en janvier 2009 pour construire, développer et renforcer le [déchoukaj de la pwofitasyon](#).

Source : [France Antilles](#)